STATUTS
« CLUB QUESTIONS POUR UN CHAMPION
DE LORIENT »

Préambule

Grundy France produit le jeu télévisé « Questions pour un champion » diffusé sur FRANCE 3, il en découle :

- que l'utilisation de la marque « Questions pour un champion » est interdite sous peine de sanction. Néanmoins, Grundy France et France 3 autorisent, par exception, le présent club à prendre le nom de « Club Questions pour un champion de Lorient ».
- que le Club Questions pour un champion sus-nommé doit respecter le niveau, l'esprit et les règles du jeu télévisé tout en conservant un caractère ludique et non polémique et ne doit présenter en aucun cas un caractère politique ou religieux.

Article 1 – Dénomination

Il est fondé entre les personnes adhérant aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et de le décret du 16 août 1901 ayant pour titre : « Club Questions pour un champion de Lorient ».

Article 2 – Objet

Cette association a pour but la revalorisation et le développement des connaissances générales par la pratique du jeu « Questions pour un champion » en en respectant l'esprit, le niveau et les règles.

Article 3 - Siège Social

Le siège social est fixé à :Maison de quartier Bois du château 9 rue Jules Massenet - 56100 Lorient
Il pourra être transféré après accord du Conseil d'Administration sur proposition du Bureau.

Article 4 – Durée

La durée de l'association est illimitée.

Article 5 – Membres

L'association se compose de :

- Membres d'honneur,
- Membres bienfaiteurs,
- Membres actifs ou adhérents.

Sont membres d'honneur, les personnes qui ont rendu des services signalés à l'association. Ils sont dispensés de cotisations.

Sont membres bienfaiteurs, les personnes qui versent un droit d'entrée supérieure à la cotisation fixée chaque année par l'Assemblée Générale ou qui apportent une aide à l'association.

Sont membres actifs ou adhérents, les personnes qui ont pris l'engagement de verser la cotisation annuelle de 24 euros.

Le fait d'être membre n'ouvre aucun droit pour participer au jeu télévisé « Questions pour un champion ».

Article 6 – Cotisation

Pour chaque catégorie de membres, les cotisations dues au "Club Questions pour un champion" sont fixées annuellement par le Conseil d'Administration du club sur proposition de son Bureau.

Article 7 – Admission

Pour qu'un membre puisse faire partie de l'association, il doit être domicilié dans la région de LORIENT et être à jour de ses cotisations. Chaque membre reçoit alors une carte de membre. L'admission des membres d'honneur s'acquiert par décision du Conseil d'Administration sur proposition du Bureau.

Les autres demandes d'admission devront être agréées par le bureau de l'association.

Article 8 – Radiation

La qualité de membre se perd par :

- la démission,
- le décès,
- l'exclusion, la radiation, prononcée par le Conseil d'Administration sur proposition du Bureau, pour non-paiement de la cotisation ou pour motif grave, l'intéressé ayant été invité par lettre recommandée à fournir au Bureau des explications écrites.

En cas de perte de la qualité de membre, le montant de la cotisation déjà versé reste acquis par l'association.

Article 9 – Ressources

Les ressources de l'association comprennent :

- le montant des cotisations versées par les membres,
- les droits de participation aux tournois et manifestations et tous types de participations,
- les subventions de l'Etat, des départements et des communes,
- les donations, héritages et autres sommes ou biens versés à l'association,
- les recettes des services rendus par l'association à ses membres.

Pour l'organisation de ses manifestations, l'association peut recevoir des participations financières aux frais de tous organismes officiels ou privés, après acceptation par le bureau.

Les fonds provenant soit des cotisations, soit des fonds de réserve ne peuvent être employés pour un objet autre que celui de l'association.

Article 10 - Le Bureau

Le Bureau est composé d'au moins un président et un trésorier.

Eventuellement, il peut également comporter :

- un vice-président,
- un trésorier-adjoint
- un secrétaire, un secrétaire-adjoint.

Le Bureau est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire ou autoriser tous les actes qui ne sont pas statutairement du ressort du Conseil d'Administration.

Le président de l'association représente l'association dans tous les actes de la vie civile. Il met en oeuvre toutes les actions et les orientations utiles à la vie de l'association. Il peut déléguer le pouvoir de représenter l'association à des comités ou à des personnes désignées par lui pour étudier ou patronner toute manifestation utile à la vie de l'association.

Le Trésorier est chargé de tout ce qui concerne la gestion du patrimoine de l'association. Il effectue les paiements et reçoit les sommes dues à l'association, le tout sous la surveillance du président de l'association. Il tient une comptabilité régulière de toutes les opérations qu'il effectue.

En cas d'absence, ses attributions seront exercées par le président de l'association.

Le secrétaire est chargé de tout ce qui concerne la correspondance et les archives ainsi que des actes courants de l'administration.

Il rédige les procès verbaux des réunions et assemblées.

Il s'occupe de toutes les écritures concernant le fonctionnement de l'association à l'exception de celles concernant la comptabilité.

En cas d'absence, ses attributions seront exercées par le président de l'association.

Article 11 - Le Conseil d'Administration

L'association est dirigée par un Conseil d'Administration de 7 à 11 membres, élus pour une année par l'assemblée générale qui est composée de tous les membres de l'association.

Les fonctions de membre du Conseil d'Administration sont exercées gratuitement.

Les frais de déplacements, missions ou représentations des membres, effectués dans le cadre de leurs fonctions, sont remboursés en fonction d'un taux fixé par le Conseil d'Administration sur proposition du Bureau.

Nul ne peut faire partie du Conseil d'Administration s'il n'est pas majeur.

Le Conseil d'Administration élit parmi ses membres, au scrutin secret, le Bureau.

Une fois le Bureau composé et sur sa proposition, le Conseil d'Administration choisit un délégué qui représentera l'association auprès de la Fédération. Il peut être un membre du Bureau ou tout autre membre de l'association.

Le Conseil d'Administration propose au Bureau les orientations qui lui semblent nécessaires pour mener à bien l'objet de l'association.

Les membres du Conseil d'Administration et du Bureau sont rééligibles.

Article 12 - Réunion du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration se réunit au moins une fois par an, sur convocation du Président, ou à la demande du quart de ses membres.

Les décisions sont prises à la majorité des voix. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

Tout membre du Conseil qui, sans excuse, n'aurait pas assisté à trois réunions consécutives pourra être considéré comme démissionnaire.

Toute délibération fera l'objet d'un procès verbal signé par le Président et le Secrétaire.

Les procès verbaux doivent être établis sur un registre, sans blanc, ni rature, sous peine de nullité.

Article 13 - Assemblée Générale Ordinaire

L'Assemblée Générale Ordinaire comprend tous les membres de l'association à quelque titre qu'ils y soient affiliés.

L'Assemblée Générale Ordinaire se réunit une fois par an.

Quinze jours au moins avant la date fixée, les membres de l'association sont convoqués par écrit par les soins du Secrétaire.

L'ordre du jour est indiqué sur les convocations.

L'Assemblée ne délibère valablement que si la moitié des membres de l'association est présente. Si le quorum n'est pas atteint, une nouvelle Assemblée Générale est convoquée à 15 jours d'intervalle et cette fois délibère quel que soit le nombre de membres présents.

Le Président, assisté des membres du bureau, préside l'Assemblée et expose la situation morale de l'association.

Le Trésorier rend compte de sa gestion et soumet le bilan à l'approbation de l'Assemblée.

Ne peuvent être traitées, lors de l'Assemblée Générale, que les questions inscrites à l'ordre du jour.

Après épuisement de l'ordre du jour, il est procédé au remplacement, au scrutin secret, des membres du Conseil d'Administration sortant puis des membres du Bureau. Chaque membre étant rééligible.

La majorité simple est requise.

Est électeur, tout membre à jour de ses cotisations.

Article 14 - Assemblée Générale Extraordinaire

Si besoin est, ou sur la demande de la moitié plus un des membres inscrits, le Président peut convoquer une Assemblée Générale Extraordinaire, suivant les formalités prévues par l'article 13.

L'Assemblée Générale Extraordinaire statue sur toutes les questions urgentes qui lui sont soumises.

Le vote est acquis à la majorité des trois quarts des membres de l'association présents.

Article 15 - Règlement intérieur

Un règlement intérieur peut être établi par le Conseil d'Administration sur proposition du Bureau qui le fait alors approuver par l'Assemblée Générale.

Cet éventuel règlement est destiné à fixer les divers points non prévus par les statuts, notamment ceux qui ont trait à l'administration interne de l'association.

Article 16 - Représentation en justice

L'association est représentée en justice et dans tous les actes de la vie civile par son Président ou, à défaut, par tout autre membre du Bureau ou du Conseil d'Administration spécialement habilité à cet effet par le Président, à condition de jouir du plein exercice de ses droits civils. Le tribunal compétent pour toutes les actions concernant l'association est celui du domicile de son siège.

Article 17 – Dissolution

La dissolution de l'association ne peut être prononcée que par l'Assemblée Générale convoquée spécialement à cet effet.

La moitié des membres devra être présente.

En cas de dissolution prononcée par les deux tiers au moins des membres présents à l'Assemblée Générale, un ou plusieurs liquidateurs sont élus par celle-ci et l'actif s'il y a lieu est dévolu conformément à l'article 9 de la loi du 1er juillet 1901 et du décret du 16 août 1901.

La dissolution doit faire l'objet d'une déclaration à la Préfecture.

Article 18 – Modifications

Tous les changements survenus dans l'Administration, tout changement de siège social ou toutes les modifications apportées aux statuts doivent faire l'objet d'une déclaration dans les trois mois à la Préfecture.

Ces modifications et changements sont en outre consignés dans un registre spécial, coté et paraphé.

Fait à Lorient le 02/06/2012 , en 2 exemplaires originaux.

Le Président,
Roland SIMON

Le Trésorier,
Solange NICOLAS (ESVAN)

Le Secrétaire,
Jean Michel JAIME